

Le Monde
Économie, vendredi 29 janvier 2021

Une hausse du chômage contenue, dans une économie sous cloche

Au dernier trimestre 2020, il y avait près de 3,817 millions de personnes en quête d'un poste. Un chiffre en hausse de 7,5 %

Bertrand Bissuel

Le bilan est sombre, mais il aurait pu être pire. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A de Pôle emploi) a augmenté de 7,5 % sur l'ensemble du territoire (outre-mer compris), d'après les données publiées mercredi 27 janvier par la Dares la direction des études au ministère du travail. Au dernier trimestre 2020, il y avait près de 3,817 millions de personnes en quête d'un poste qui n'avaient pas du tout travaillé, soit 265 000 de plus par rapport à la même période de 2019. Une progression très nette, imputable à la récession déclenchée par l'épidémie de Covid-19.

Cet indicateur se situe toutefois très en dessous de son niveau record, qui avait été relevé pendant le premier confinement : les effectifs de la catégorie A avaient culminé à 4,4 millions en moyenne durant le deuxième trimestre, avec un pic à plus de 4,5 millions en avril. A l'époque, des pans entiers de l'économie avaient été mis à l'arrêt, sur injonction des pouvoirs publics, poussant vers la case chômage des centaines de milliers de salariés, pour l'essentiel en CDD ou en intérim.

Depuis, les inscrits à Pôle emploi dans la catégorie A ont vu leur nombre refluer, sauf en novembre, où celui-ci a rebondi, et en décembre, où il s'est stabilisé. « Après la cassure sans précédent qui s'est produite au printemps, les évolutions ont été très tributaires des mesures sanitaires prises par le gouvernement, certaines d'entre elles ayant eu pour effet de stopper ou de brider l'activité dans plusieurs secteurs, comme l'hôtellerie-restauration, le tourisme, l'événementiel », explique Anne Eydoux, maîtresse de conférences en économie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Des données « parasitées »

Au bout du compte, les chiffres de la catégorie A demeurent plus élevés qu'avant le début de l'épidémie mais la hausse, sur douze mois, est moins forte que lors de la crise des subprimes, souligne Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « Entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité avait augmenté de 18 %, alors que la richesse nationale s'était contractée beaucoup moins qu'en 2020 », rappelle-t-il.

Cet écart met en exergue la singularité de la période actuelle. Avec un PIB en recul d'environ 9 %, la catégorie A aurait dû s'étoffer davantage qu'elle ne l'a fait en 2020. Or tel ne fut pas le cas. Plusieurs explications peuvent être avancées. La plus déterminante tient au déploiement de l'activité partielle, dans des proportions inédites. Ce dispositif a permis à de très nombreuses sociétés, tournant au ralenti ou provisoirement fermées, de garder leurs personnels, sans avoir à les payer. En avril 2020, quelque 8,4 millions de salariés en ont bénéficié, et ils étaient encore 2,4 millions à être pris en charge par ce mécanisme au mois de décembre, selon la Dares.

Autre facteur : des individus privés de travail ont cessé de pointer à Pôle emploi ou ne s'y sont pas inscrits, soit parce qu'ils sont découragés face à l'écroulement des embauches, soit parce qu'ils considèrent que c'est inutile n'ayant pas droit à une indemnisation. Enfin, les dispositions prises pour ralentir la circulation du SARS-CoV-2 (gestes barrières...) « ont fait baisser la productivité dans certaines entreprises, si bien qu'elles ont eu besoin de main-d'oeuvre », décrypte M. Heyer.

Dès lors, les statistiques dévoilées mercredi par la Dares « doivent être maniées avec des pincettes, enchaîne Gilbert Cette, professeur associé à l'université d'Aix-Marseille. Elles commenceront à retrouver du sens lorsque les mesures de soutien en faveur des employeurs seront peu à peu levées. A ce stade, le thermomètre dont nous disposons n'est pas adapté à la situation hors norme que nous vivons depuis près d'un an .

Expert à l'Institut Montaigne, Bertrand Martinot se montre encore plus tranché : à ses yeux, les données relatives à la catégorie A « ne veulent rien dire sur le marché du travail, car elles sont parasitées par un contexte où l'économie est mise sous cloche, avec de multiples aides de la collectivité . Autrement dit, il est impossible d'avoir une vision juste de la réalité, des milliers d'entreprises étant portées à bout de bras par l'Etat. « Ça ne veut pas dire que je suis catastrophiste, précise M. Martinot, mais j'ignore ce qui se passera quand la perfusion d'argent public sera retirée. »

Faire des prévisions sur l'évolution du chômage en 2021 tient de la mission impossible, compte tenu des inconnues qui pèsent sur le plan sanitaire donc sur l'activité. Si de nouvelles restrictions sont imposées, « nous aurons une croissance qui ne pourra pas atteindre les 6 % [initialement prévus] en 2021 », a mis en garde, mercredi, Bruno Le Maire, le ministre de l'économie, devant la commission des finances du Sénat. La seule certitude que l'on ait, conclut Gilbert Cette, « c'est que la situation reste mauvaise et qu'il est extrêmement difficile pour un jeune d'entrer dans la vie active .